

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
TOTAL 93 mesures (dont 6 "non-abordées")			19	1	48	8	9	1	1	
I - ENVIRONNEMENT, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS										
> Objectif 1- S'engager dans la lutte contre le changement climatique										
1	Préparer au mieux la France aux enchères de quota de CO2	Annonce								31/12/08 - Loi n° 2008-1443 de finances rectificative pour 2008 promulguée, elle crée un cadre budgétaire de gestion par l'Etat des quotas d'émissions de CO2. 04/12/09 - J.-L. Borloo et C. Lagarde annoncent la création du "Comité de place France Carbone"
2	Investir dans la recherche des technologies propres	Promesse								25/07/08 - Lancement du fonds démonstrateurs recherche. 09/10/08 - N. Sarkozy présente un Plan de soutien à l'industrie automobile. 28/12/08 - Loi n°2008-1425 de finances pour 2009 promulguée. 05/08/09 - Loi n° 2009-967 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement promulguée
3	Investir dans l'isolation les bâtiments anciens	Promesse								04/12/08 - N. Sarkozy présente le plan de soutien à l'économie. 28/12/08 - Loi n°2008-1425 de finances pour 2009 promulguée. 31/03/09 - Décret n°2009-344 relatif aux avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens. 26/01/10 - J.-L. Borloo, V. Létard et B. Apparu présentent un plan de Solidarité écologique
4	Imposer de nouvelles normes pour les bâtiments à construire et lancer un programme de rénovation thermique des bâtiments publics et privés à travers des mécanismes financiers incitatifs et une nouvelle nomenclature des métiers du bâtiment	Annonce								28/12/08 - Loi n°2008-1425 de finances pour 2009 promulguée. Elle prévoit des mécanismes incitatifs. 08/10/09 - Projet de loi portant engagement national pour l'environnement adopté par le Sénat
5	Doter un programme "Etat exemplaire" de 220 millions d'euros en matière de rénovation thermique ou d'accessibilité pour les personnes handicapées	Annonce								30/01/09 - l'ATIF approuve son budget 2009. 06/10/09 - Bilan d'étape de la mise en oeuvre du plan de relance
6	Demander à La Poste d'investir 600 millions d'euros additionnels dans l'amélioration de l'accueil dans les bureaux de poste et dans la rénovation énergétique de ses bâtiments	Annonce								24/03/09 - Bilan d'étape du plan de relance, identification des sites qui bénéficieront des crédits
7	Intégrer à l'aménagement urbain des objectifs prioritaires de réduction des émissions de GES, de maîtrise de la demande d'énergie, d'économie des ressources fossiles et de contrôle des dépenses d'extension des réseaux	Annonce								15/09/08 - J.-L. Borloo prépare le lancement d'une opération nationale d'aménagement durable à Bordeaux. 22/10/08 - Présentation du Plan d'actions pour des "villes durables". 08/10/09 - Projet de loi portant engagement national pour l'environnement adopté par le Sénat. 04/11/09 - Annonce des projets retenus dans le cadre des projets EcoCités et EcoQuartiers
8	Evaluer et réduire les impacts écologiques des technologies de l'information et de la communication (TIC), et mettre en oeuvre leur apport dans la lutte contre le changement climatique	Annonce								03/12/08 - Circulaire relative à l'exemplarité de l'Etat au regard du développement durable. 11/03/09 - Remise du rapport sur les technologies de l'information et le développement durable. 21/07/09 - 3ème Comité stratégique des "éco-industries"
9	Orienter la recherche vers la compréhension et l'observation du climat, l'adaptation au changement climatique dans tous les secteurs, la réduction des consommations énergétiques et la production d'énergie sans carbone et élaborer un plan d'adaptation au changement climatique	Annonce								02/12/08 - L. Chatel et N. Kosciusko-Morizet présentent 6 mesures, opérationnelles au premier semestre 2009, qui font partie du plan "Ecotech 2012". 05/08/09 - Loi n° 2009-967 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement. 08/12/09 - Lancement du Plan d'adaptation au changement climatique
10	Soutenir l'innovation dans le domaine routier concernant les matériaux et leurs usages (préservation des ressources non renouvelables) ; la réduction de la gêne occasionnée par les chantiers ; la réduction de la consommation d'énergie, en parfaite cohérence avec les orientations du Grenelle de l'environnement	Annonce								20/09/07 - Innovation routière : les propositions lauréates rendues publiques. 15/09/08 - Innovation routière : les propositions lauréates rendues publiques. 02/10/09 - Innovation routière : les propositions lauréates rendues publiques
> Objectif 2 - Promouvoir une "démocratie écologique" et une plus grande responsabilité de tous les acteurs										
11	Organiser un Grenelle du développement durable	Promesse								06/07/07 - Lancement du Grenelle de l'environnement. 25/10/07 - Premières conclusions rendues par N. Sarkozy
12	Compléter le CES (Conseil Économique et Social) d'une branche environnementale	Promesse								24/07/08 - Promulgation de la Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23/07/2008 de modernisation des institutions de la Ve République créant une branche environnementale au sein du CES
13	Créer un Conseil économique du développement durable pour éclairer d'un point de vue économique l'élaboration des politiques du ministère de l'Ecologie	Annonce								03/03/09 - Première réunion du Conseil économique pour le développement durable
14	Renforcer le contrôle de l'Etat sur le fonctionnement de l'ensemble des éco-organismes, chargés de la collectes et du traitements des DEEE (déchets d'équipements électriques ou électroniques)	Annonce								05/08/09 - Loi n°2009-967 relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement promulguée, un contrôleur est institué dans tous les éco-organismes. 29/08/09 - Décret n°2009-1043 relatif au CND et à la commission d'harmonisation et de médiation des filières de collecte sélective et de traitement des déchets

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé e	En retard	Repor- tée	Abandon née	Suivi
15	Inscrire dans le droit français que les maisons mères sont responsables de façon illimitée des dégâts causés à l'environnement par leurs filiales								08/10/09 - Projet de loi portant engagement national pour l'environnement adopté par le Sénat. Sera mis à la charge de la société mère "tout ou partie" du financement des mesures prévues par la loi
16	Inscrire les décisions publiques dans la perspective d'un développement durable, notamment en systématisant le principe d'un « temps réservé » pour la concertation et la participation et faire des pouvoirs publics un exemple pour les politiques environnementales que ce soit en terme de cohérence des politiques publiques, d'achats, de consommation énergétique ou encore de formation								30/05/08 - Circulaire de H. Falco aux Préfets. 08/12/08 - Partenariat sur le volet social du développement durable dans les organismes publics. 03/12/08 - Circulaire relative à l'exemplarité de l'Etat au regard du développement durable. 08/10/09 - Projet de loi portant engagement national pour l'environnement adopté par le Sénat
17	Mettre en œuvre des actions pour éduquer, former et informer, les citoyens, les enfants, les consommateurs et les professionnels								29/01/08 - J-L. Borloo et la Fédération des Entreprises du Commerce et de la Distribution signe une convention pour le commerce durable. 11/04/08 - Signature de la Charte publicité éco-responsable. 25/03/09 - Communication en Conseil des ministres "la politique en faveur de la consommation durable"
18	Associer plus étroitement les collectivités locales dans l'effort pour l'environnement, notamment à travers une "conférence des élus"								05/08/09 - Loi n° 2009-967 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement promulguée
19	Faire que le Parlement intègre davantage la dimension environnementale et le développement durable, notamment par le vote devant le Parlement d'une stratégie nationale de développement durable								06/04/09 - Lancement de la consultation sur la Stratégie nationale de développement durable 2009-2012. 05/08/09 - Loi n° 2009-967 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement promulguée
20	Mettre en œuvre une gouvernance écologique pour les acteurs économiques et sociaux qui implique les dirigeants et les salariés, la responsabilisation des conseils d'administration et instances de direction, l'instauration d'un dialogue ouvert avec les parties prenantes externes, un élargissement des missions des institutions représentatives du personnel et un renouvellement des thèmes de la négociation collective de branches et d'entreprise ; et des dispositions adaptées aux types et à la taille des entreprises								30/07/08 - Remise du rapport Panher sur la démocratie écologique. 31/12/09 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
21	Demander à chaque collectivité d'assumer sa part de responsabilité et de financer les éventuelles mises en conformité des bâtiments ou des moyens de transport relevant de ses compétences								
22	Créer un comité environnemental d'éthique								
> Objectif 3 - Favoriser l'émergence du meilleur mix énergétique possible									
23	Investir dans le nucléaire notamment pour en renouveler le parc								03/07/08 - N. Sarkozy annonce la construction d'un deuxième réacteur nucléaire de troisième génération EPR. 30/01/09 - N. Sarkozy annonce le lancement de la réalisation d'une deuxième centrale nucléaire de type EPR à Penly. 20/10/09 - Point d'étape sur les financements engagés pour la recherche. 14/12/09 - Allocation de N. Sarkozy sur les priorités du grand emprunt. 08/03/10 - N.Sarkozy annonce la création d'un institut international de l'énergie nucléaire
24	Augmenter la part des énergies renouvelables								17/11/08 - J-L. Borloo présente le Plan pour le développement des énergies renouvelables. 05/08/09 - Loi n° 2009-967 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement promulguée. 08/09/09 - Projet de loi portant engagement national pour l'environnement adopté au Sénat. 19/10/09 - Bilan de l'initiative "Plan chaleur". 20/10/09 - Point d'étape sur les financements engagés pour la recherche
25	Promouvoir des politiques d'allègement des consommations énergétiques pour les particuliers, les entreprises publiques et privées et porter cet engagement au niveau européen et international								17/11/08 - Présentation du Plan pour le développement des énergies renouvelables. 08/09/09 - Projet de loi portant engagement national pour l'environnement adopté au Sénat
26	Demander à EDF d'investir 2,5 milliards de plus qu'en 2008, en particulier dans les énergies renouvelables et dans les DOM								06/03/09 - P. Devedjan présente le plan d'Investissement de RTE. 27/03/09 - Présentation des modalités de participation d'EDF au plan de relance
27	Demander à GDF Suez d'investir 200 millions d'euros additionnels dans ses activités de transport et de distribution de gaz en France								24/03/09 - Bilan d'étape du plan de relance, les projets ont été identifiés
28	Mettre en œuvre un plan "énergies bleues" pour atteindre 6000 MW d'énergies marines en 2020								16/07/09 - Présentation des grandes orientations du Grenelle de la mer. 06/11/09 - Lancement des chantiers opérationnels du Grenelle de la Mer
29	S'engager fortement dans la recherche sur les réacteurs nucléaires de quatrième génération								14/12/09 - Allocation de N. Sarkozy sur les priorités du grand emprunt
> Objectif 4 - Mettre en place une fiscalité verte									

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
30	Accorder une prime à la casse de 1000 euros pour l'achat d'un véhicule particulier neuf émettant moins de 160g de CO2 (inclus) accompagné de la mise à la casse d'un véhicule de plus de 10 ans et une prime à la casse de 1000 euros pour l'acquisition par un professionnel d'un véhicule utilitaire léger neuf (VUL) accompagnée de la mise à la casse d'un véhicule de plus de 10 ans								20/01/09 - Décret n° 2009-66 du 19 janvier 2009 modifiant le décret n° 2007-1873 du 26 décembre 2007 instituant une aide à l'acquisition des véhicules propres
31	Autoriser, à titre exceptionnel, le cumul entre l'éco-prêt à taux zéro et le crédit d'impôt sur le revenu "développement durable"								05/02/09 - Loi n° 2009-122 du 4 février 2009 de finances rectificative pour 2009 promulguée
32	Créer une véritable fiscalité écologique qui atteigne 5% du PIB en 5 ans								28/12/08 - Loi n°2008-1425 de finances pour 2009 promulguée. 05/08/09 - Loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement promulguée
33	Mettre en place un crédit d'impôt environnement, allant au-delà des dispositifs existants, au profit des ménages, des entreprises et de tout autre organisme qui investit dans la recherche, la formation et des équipements permettant de réduire la consommation d'énergie et de favoriser l'utilisation d'énergies renouvelables								27/12/08 - Loi n° 2008-1425 de finances pour 2009 promulguée
34	Donner des avantages spécifiques aux propriétaires de véhicules propres, par exemple la gratuité du stationnement en ville								26/12/07 - Décret n°2007-1873 instituant une aide à l'acquisition de véhicules propres. 04/12/08 - N. Sarkozy présente le Plan de relance de l'économie. 05/08/09 - Loi n° 2009-967 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement promulguée
35	Etendre le bonus écologique de 5 000 euros déjà disponible pour tout véhicule émettant moins de 60 grammes de CO2/km, aux véhicules utilitaires légers et le maintenir dans ces termes d'ici à 2012								04/12/08 - N. Sarkozy présente le Plan de relance de l'économie. 30/09/09 - Présentation du projet de loi de Finances pour 2010 en Conseil des ministres, les seuils d'éligibilité sont abaissés de 5g dès 2011 au lieu de 2012
36	Lutter contre le dumping environnemental en taxant les produits importés de pays qui ne respectent aucune règle environnementale								24/03/10 - Discours de N. Sarkozy à l'issue du Conseil des ministres sur les réformes à venir
37	Instaurer une TVA à taux réduit sur les produits propres								25/10/07 - Premières conclusions du Grenelle de l'environnement : N. Sarkozy s'engage pour une TVA à taux réduit. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise depuis
38	Instaurer une "taxe carbone" en donnant un prix au carbone sous forme de contribution énergie-climat et en accordant des compensations envers les ménages les plus modestes et afin de maintenir la compétitivité des entreprises								29/12/09 - Le Conseil constitutionnel annule la taxe carbone au motif que celle-ci contredit le principe d'égalité devant l'impôt. 23/03/10 - F. Fillon suspend le projet et attend que « toutes les décisions prises en matière de développement durable soient analysées à l'aune de la compétitivité du pays ». Il souhaite en outre qu'elle soit suivie au niveau européen
39	Détaxer les biocarburants								28/12/08 - Loi n°2008-1425 de finances pour 2009 promulguée. Elle diminue la défiscalisation des biocarburants

> Objectif 5 - Prévenir les risques environnementaux en faveur de la santé publique

40	Mettre en place un Comité d'orientation de la recherche en sûreté nucléaire et en radioprotection, ouvert aux « parties prenantes » sur le modèle du Grenelle								23/11/07 - V. Pécresse et J-L. Borloo mettent en place le Comité d'orientation. 26/03/09 - Première réunion du Comité
41	Accentuer la lutte pour la protection de la couche d'ozone, notamment en professionnalisant les entreprises manipulant des substances appauvrissant la couche d'ozone								12/09/08 - Arrêté portant agrément d'un organisme pour délivrer aux opérateurs les attestations de capacité prévues par l'article R. 543-99 du code de l'environnement. 24/09/08 Arrêté portant agrément d'un organisme pour délivrer aux opérateurs les attestations de capacité prévues par l'article R. 543-99 du code de l'environnement
42	Proposer que les cantines publiques soient approvisionnées par des produits biologiques								19/12/07 - Circulaire interministérielle incitant la restauration administrative de l'État à utiliser régulièrement des plats ou des denrées issus de l'agriculture biologique. L'objectif est de 15% en 2010 et 20% en 2012
43	Améliorer la qualité de l'air, incluant la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments, notamment à travers un plan particule								12/10/07 - Présentation du Plan particules en suspension dans l'air ambiant. 11/07/08 - N. Kosciusko-Morizet présente les principales mesures et recommandations pour renforcer le dispositif de lutte contre les pollutions de l'air. 08/10/09 - Projet de loi portant engagement national pour l'environnement adopté au Sénat. 22/10/09 - Mise en place du Groupe de suivi du deuxième Plan National Santé Environnement
44	Lutter contre le bruit excessif en traitant prioritairement les zones les plus dégradées								04/12/07 - N.K Kosciusko-Morizet et D. Bussereau présente le Plan de réduction des nuisances sonores aéroportuaires. 08/10/09 - Projet de loi portant engagement national pour l'environnement adopté au Sénat

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
45	Agir sur les sols pollués, mettre en place une politique de sensibilisation, de prévention et de recyclage des déchets et définir un mix de traitements de déchets sur des bases environnementales et sanitaires	Annonce							09/09/09 - Mise en place du CND qui devra suivre le plan d'actions sur la gestion des déchets. 08/10/09 - Projet de loi portant engagement national pour l'environnement adopté au Sénat. 22/10/09 - Mise en place du Groupe de suivi du deuxième Plan National Santé Environnement
46	Stimuler l'innovation et mettre en place des structures institutionnelles pour connaître, encadrer et réduire l'usage des substances à effets nocifs	Annonce							10/09/08 - Présentation du plan pour la réduction des produits phytosanitaires. 28/12/08 - Loi n°2008-1425 de finances pour 2009 promulguée. Elle relève des taux de la redevance pour pollutions diffuses. 22/10/09 - Mise en place du Groupe de suivi du deuxième Plan National Santé Environnement
47	Donner une nouvelle impulsion à la politique de prévention des risques d'inondation en lançant notamment un dispositif rénové de Plans d'action de prévention des inondations	Annonce							02/12/09 - Présentation des nouvelles orientations de la politique de prévention des inondations
48	Imposer une durée de vie, une durée de garantie, aux produits ménagers	Promesse							
> Objectif 6 - Préserver et gérer la biodiversité terrestre et maritime									
49	Accompagner les parcs nationaux de France dans l'élaboration de leur charte, promouvoir leur rayonnement national et international, favoriser la mutualisation et la création de service communs et appuyer la création de nouveaux parcs et réformer les statuts du Parc naturel régional de Camargue	Annonce							18/12/07 - Loi n° 2007-1773 relative au parc naturel régional de Camargue promulguée. 11/02/09 - Signature du premier contrat d'objectif des parcs nationaux de France 2009-2011
50	Créer une politique de la biodiversité : préserver la biodiversité et recréer une biodiversité quotidienne avec le souci de repeupler les campagnes d'animaux	Promesse							26/02/08 - Lancement de la Fondation scientifique pour la biodiversité. 05/08/09 - Loi n° 2009-967 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement promulguée. 08/10/09 - Projet de loi portant engagement national pour l'environnement adopté au Sénat. 04/11/09 - Communication en Conseil des ministres relative au plan d'action français pour "2010, année mondiale de la biodiversité"
51	Protéger la richesse du vivant en instaurant une trame verte et bleue, en créant de nouvelles structures d'expertise, en intensifiant la recherche et en adaptant les formations pour créer des outils de compréhension, de gestion et de suivi, en mettant en oeuvre une politique de gestion concertée de la mer et du littoral et un plan pour restaurer la nature en ville	Annonce							16/10/08 - Seconde vague de sélection d'expérimentation pilote dans les PNR en vue de préparer l'application du Grenelle. 06/04/09 - C. Jouanno installe le groupe national sur les zones humides. 08/10/09 - Projet de loi portant engagement national pour l'environnement adopté au Sénat. 01/02/10 - C. Jouanno présente le nouveau plan d'action pour la sauvegarde des zones humides.
52	Doter la filière bois d'un plan d'ensemble, élaboré dans le cadre d'une grande concertation, qui permettra de valoriser la filière bois dans la création d'un puits de carbone et de soutenir cette activité	Promesse							26/06/08 - Signature d'un accord sur la mise en place d'une "taxe affectée" avec l'industrie du bois. 05/08/09 - Loi n° 2009-967 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement promulguée. 25/09/09 - B. Le Maire et C. Estrosi annonce la création du Fonds Stratégique Bois
53	Retrouver une bonne qualité écologique des eaux, en prévenant les pollutions chimiques et en imposant la mise aux normes de toutes les stations d'épurations d'ici à 2012, en assurer le caractère renouvelable et limiter les risques d'inondations pour les populations	Annonce							01/08/08 - Lancement du référentiel de certification pour l'amélioration de la qualité des eaux de baignade. 18/02/09 - Point d'étape du chantier de mise aux normes des stations d'épuration et signature de deux conventions de prêts. 08/10/09 - Projet de loi portant engagement national pour l'environnement adopté au Sénat. 20/11/09 - Point d'étape de la mise aux normes des stations d'épuration. 15/02/10 - C. Jouanno lance un plan d'accompagnement pour aider les entreprises françaises à enregistrer leurs substances chimiques.
54	Développer les aires marines protégées, notamment une très grande en Polynésie française, pour contribuer à l'objectif international de 20% des eaux protégées en 2020	Annonce							16/07/09 - Présentation des grandes orientations du Grenelle de la mer. 06/11/09 - Lancement des chantiers opérationnels du Grenelle de la Mer
55	Réduire les pollutions marines en proposant un objectif mondial de réduction des gaz à effet de serre du transport maritime, en faisant inscrire la Méditerranée comme zone de contrôle des émissions de soufre des navires, en tenant compte du cabotage pour lutter contre les dégazages et en prenant une initiative européenne contre l'exportation des navires hors normes vers les pays du sud	Annonce							16/07/09 - Présentation des grandes orientations du Grenelle de la mer. 06/11/09 - Lancement des chantiers opérationnels du Grenelle de la Mer. 24/02/10 - J.L. Borloo, E. Woerth et M.L. Penchard annoncent 5700 hectares de domaine public de l'Etat mis à disposition du Conservatoire du littoral.
56	Mettre en place un plan de lutte contre les algues vertes	Annonce							05/02/10 - Présentation d'un plan de lutte contre les algues vertes
> Objectif 7 - Mener une action internationale en faveur de la protection de l'environnement									
57	S'engager au niveau mondial pour promouvoir les énergies renouvelables en signant le traité fondateur d'IRENA	Annonce							26/01/09 - J-L. Borloo signe avec plus de 75 pays du monde le traité fondateur d'IRENA (International Renewable Energy Agency)
58	Adopter un plan de lutte contre le changement climatique dans les Alpes dans le cadre de la Convention alpine	Annonce							12/03/09 - Les ministres adoptent unanimement un plan d'action pour la lutte contre le changement climatique dans les Alpes
59	Renouveler l'engagement de la France avec l'Union Mondiale pour la Nature	Annonce							06/10/08 - Signature d'un accord cadre avec l'Union Mondiale pour la Nature (UICN)

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé e	En retard	Repor- tée	Abandon née	Suivi
60	Aider les pays qui ont les plus grandes forêts du monde à les entretenir, à les protéger, voire à les développer								01/12/008 - L'Afrique et l'Union européenne adopte une déclaration commune sur le changement climatique. 22/09/09 - Discours de N. Sarkozy au Sommet Climat des Nations Unies. 18/12/09 - Le sommet de Copenhague reporte les discussions aux prochaines réunions internationales. Les principes sont actés mais l'accord n'est pas juridiquement contraignant. 11/03/10 - Une réunion ministérielle réunissant 54 pays des principaux bassins forestiers alloue les sommes prévues par Copenhague
61	Proposer de mettre en place un mécanisme efficace pour financer les pays les plus pauvres ayant besoin de transferts de technologie en matière de développement durable								22/09/09 - Discours de N. Sarkozy au Sommet Climat des Nations Unies. 18/12/09 - Le sommet de Copenhague reporte les discussions aux prochaines réunions internationales. Les principes sont actés mais l'accord n'est pas juridiquement contraignant.
62	Prendre une initiative particulière pour les pays africains pour leur faciliter l'accès à l'énergie en finançant et transférant les technologies adéquates								01/12/008 - L'Afrique et l'Union européenne adopte une déclaration commune sur le changement climatique. 22/09/09 - Discours de N. Sarkozy au Sommet Climat des Nations Unies. 18/12/09 - Le sommet de Copenhague reporte les discussions aux prochaines réunions internationales. Les principes sont actés mais l'accord n'est pas juridiquement contraignant
63	Créer une Organisation Mondiale de l'Environnement								22/09/09 - Discours de N. Sarkozy au Sommet Climat des Nations Unies. 18/12/09 - Le sommet de Copenhague reporte les discussions aux prochaines réunions internationales. Les principes sont actés mais l'accord n'est pas juridiquement contraignant
64	Convaincre l'OMC d'intégrer le respect de l'environnement dans le respect des accords internationaux								25/10/07 - Premières Conclusions du Grenelle de l'environnement. 31/12/09 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise depuis
65	Créer un G20 du climat comme l'a proposé Al Gore								
66	Proposer aux partenaires européens d'inclure dans le droit européen que les maisons mères soient responsables de façon illimitée des dégâts causés à l'environnement par leurs filiales								
67	Essayer de convaincre l'Europe de proposer aux États-Unis une coopération dans la recherche sur les énergies du futur, en mutualisant les moyens respectifs								
> Objectif 8 – Moduler les transports ferroviaire, routier, maritime et fluvial									
68	Réformer la gouvernance des ports français en les recentrant sur leurs missions d'aménageur et de gestionnaire du domaine dont ils deviendront propriétaires, en facilitant la coordination entre les ports d'une même façade maritime ou d'un même axe fluvial et en mettant en place sur les terminaux un commandement unique pour les activités de manutention								05/07/08 - Loi n°2008-660 portant réforme portuaire promulguée. 30/10/08 - Signature de l'accord cadre de mise en œuvre de la réforme portuaire. 04/12/09 - D. Bussereau installe le Conseil de Coordination interportuaire de l'Atlantique
69	Donner la possibilité d'étendre d'un an la durée des concessions autoroutières en contrepartie de la réalisation de travaux environnementaux lancés dès 2009 et de lancer plus de 1 milliard d'euros de travaux supplémentaires								18/02/09 - Loi n° 2009-179 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés promulguée
70	Créer une autorité administrative indépendante du transport ferroviaire, la Commission de régulation des activités ferroviaires (CRAF), garantissant l'accès non discriminatoire au réseau pour tous les opérateurs, la fonction de "Manager de Gare" afin de d'identifier un interlocuteur unique de toutes les parties prenantes et en ouvrant le droit de saisine aux seuls acteurs du secteur, c'est-à-dire les entreprises ferroviaires, les opérateurs de transport combiné et les candidats autorisés								11/03/09 - Annonces faites lors de la remise du rapport Keller sur sur les gares contemporaines baptisées. 09/12/09 - Loi n°2009-1503 relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports promulguée
71	Faciliter la mise en place d'opérateurs ferroviaires de proximité en autorisant Réseau Ferré de France (RFF) à leur confier des missions de gestion de l'infrastructure sur des lignes à faible trafic, réservées au transport de marchandises								09/12/09 - Loi n°2009-1503 relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports promulguée
72	Signer un contrat d'objectif avec RFF (Réseau Ferré de France) pour lui assigner des objectifs de performance et lui demander d'investir 300 millions d'euros au titre du plan de relance								03/11/08 - Signature du contrat de performance 2008-2012 entre l'Etat et RFF. 04/12/09 - N. Sarkozy présente le Plan de relance de l'économie. 02/02/09 - Présentation du volet ferroviaire du Plan de relance
73	Demander à la SNCF d'augmenter de 400 millions d'euros ses investissements en 2009 qui porteront sur le matériel roulant, l'accélération des investissements de rénovation et de modernisation des gares, les économies d'énergies et les systèmes d'informations								02/01/09 - Présentation projets de la sncf relatifs au plan de Relance. 24/03/09 - Bilan d'étape du plan de relance : 123 millions d'euros ont été engagé
74	Investir 250 millions d'euros pour relancer les travaux de régénération et les aménagements ferroviaires inscrits dans les Contrats de plan Etat-Régions et mobiliser 70 millions d'euros pour réaliser les acquisitions foncières et les travaux préparatoires nécessaires à l'accélération des grands projets majeurs d'infrastructures de transports (LGV Bretagne-Pays de Loire, seconde phase du TGV Est, Canal Seine Nord Europe etc.)								30/01/09 - L'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (AFITF) approuve son budget 2009

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé e	En retard	Repor- tée	Abandon née	Suivi
75	Demander à la RATP d'investir 450 millions d'euros pour renouveler et compléter son matériel roulant, améliorer l'accessibilité de ses stations, les rénover, les moderniser	Annonce								08/02/09 - Le Conseil d'administration de la RATP vote une augmentation de 450m d'euros d'investissements dans le cadre du Plan de relance de l'économie
76	Doubler la participation de l'Etat pour la période 2009-2013, en complément des contrats de projets 2007-2013, renforcer son rôle dans l'entretien des accès maritimes des ports en portant sa contribution à 75 millions d'euros d'ici 5 ans et mobiliser 50 millions d'euros de travaux supplémentaires pour remettre à niveau l'entretien portuaire	Annonce								30/01/09 - L'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (AFITF) approuve son budget 2009
77	Mobiliser 100 millions d'euros en 2009 pour réaliser les travaux d'entretien fluvial et de reconstruction des barrages	Annonce								30/01/09 - L'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (AFITF) approuve son budget 2009
78	Consacrer 400 millions d'euros à l'entretien routier et à l'accélération de la réalisation des programmes de modernisation des itinéraires routiers (voies et aménagements nécessaires pour des raisons de sécurité ou d'aménagement du territoire)	Annonce								30/01/09 - L'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (AFITF) approuve son budget 2009
79	Développer les transports en commun et les transports alternatifs à la route tout en aidant les transporteurs routiers à acquérir des véhicules propres	Promesse								05/08/09 - Loi n° 2009-967 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement promulguée. 08/09/09 - Projet de loi portant engagement national pour l'environnement adopté au Sénat
80	Faire de l'avion une solution de transport de dernier recours imposées par l'état des technologies ou la géographie et dont les nuisances ont été limitées	Annonce								23/07/08 - D. Bussereau installe le Conseil stratégique pour la recherche aéronautique civile française. 08/09/09 - Projet de loi portant engagement national pour l'environnement adopté au Sénat
81	Préparer les modalités d'ouverture à la concurrence des trains régionaux de voyageurs	Annonce								07/04/09 - D. Bussereau met en place un comité des parties prenantes sur l'ouverture à la concurrence des TER, les conclusions devraient être connues au printemps 2010
82	Simplifier et rendre plus lisible, notamment en discernant un titre d'ingénieur, l'organisation des filières de formation et promouvoir les métiers de la marine marchande grâce à la renationalisation et le regroupement des écoles du secteur de la marine marchande en une Ecole nationale supérieure maritime et créer un Observatoire de l'emploi maritime qui puisse apporter l'expertise nécessaire pour harmoniser la demande et l'offre de main d'œuvre	Annonce								01/04/08 - D. Bussereau présente les mesures en faveur de la marine marchande. 07/05/08 - D. Bussereau fait le point sur le point sur les mesures en faveur de la marine marchande. 31/12/09 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
> Objectif 9 - Etablir une stratégie de développement pour la Région capitale à l'horizon 2030										
83	Dynamiser des pôles stratégiques pour la Région capitale en créant notamment un Pôle technologique et scientifique sur le plateau de Saclay et en développant la Plaine de France au nord-est de Paris	Annonce								12/11/08 - C. Blanc présente le projet de cluster scientifique et technologique pour le plateau de Saclay. 29/04/09 - Présentation du projet du "Grand Paris". 04/09/09 - Annonce d'une dotation de 450 millions d'euros projet "Condorcet-Paris-Aubervilliers" 01/12/09 -Projet de loi relatif au Grand Paris adopté par l'Assemblée Nationale.
84	Développer des infrastructures de transport nécessaires à la desserte interne et externe du bassin parisien avec la mise en place d'une stratégie globale de la région capitale et élaborer un plan de financement pour le projet de transports du Grand Paris	Annonce								27/08/09 - Décret n°2009-1009 créant le Conseil de coordination interportuaire de l'Atlantique. 30/09/09 - G. Carrez, Rapporteur général du budget à l'AN, remet les conclusions de sa mission parlementaire sur les financements au Premier ministre. 01/12/09 - Projet de loi relatif au Grand Paris adopté par l'Assemblée Nationale.
85	Inventer un nouveau code de gouvernance et de financement de la Région capitale, notamment en matière de transport et pour construire les grands équipements	Annonce								18/03/08 - Nomination de C. Blanc Secrétaire d'Etat chargé du "développement de la région capitale". Il devait présenter une communication en Conseil des Ministres avant fin 2008. 01/12/09 -Projet de loi relatif au Grand Paris adopté par l'Assemblée Nationale.
86	Anticiper les conséquences du nouveau contexte écologique planétaire en organisant une offre renforcée pour la Région capitale et une qualité de vie nouvelle en mettant en cohérence la carte de l'habitat, des lieux de travail, des lieux de loisir et des transports dans la logique actée par le Grenelle de l'environnement	Annonce								18/03/08 - Nomination de C. Blanc Secrétaire d'Etat chargé du "développement de la région capitale". Il devait présenter une communication en Conseil des Ministres avant fin 2008 sur la "stratégie et la première esquisse pour la région capitale à l'horizon de 30 ans". 31/12/09 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
87	Prévoir des gestes architecturaux forts contribuant au rayonnement culturel de la région capitale	Annonce								13/03/09 - Les dix groupements d'architectes urbanistes présente leur travaux à N. Sarkozy. Aucun calendrier relatif au choix entre ces projets n'est proposé. 31/12/09 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
> Objectif 10 - Dynamiser l'aménagement du territoire par des projets structurants										
88	Garantir partiellement les emprunts des grands projets d'infrastructure sous un plafond de 8 milliards d'euros sur les fonds d'épargne gérés par la CDC	Annonce								02/02/09 - Le CIAC approuve la mobilisation de 8 Milliards d'euros de prêts pour le financement des grands projets d'infrastructure dans les domaines des transports (7 milliards d'euros) et de l'enseignement supérieur (1 milliard d'euros)
89	Mobiliser 10 milliards d'euros pour une garantie accordée par l'Etat à la dette des sociétés porteuses de projets structurants d'infrastructure	Annonce								05/02/09 - Loi n°2009-122 de finances rectificative pour 2009 promulguée

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
90	Consacrer 100 millions d'euros au Fonds national d'aménagement du territoire afin d'honorer dès l'an prochain la totalité des engagements de l'Etat et pour financer de nouveaux projets	Annnonce							24/03/09 - Bilan d'étape du plan de relance, les projets ont été identifiés
91	Définir les périmètres géographiques pertinents déterminés ou confirmés pour traiter les questions de localisation de zones d'activité, les questions de logement et les questions de transports concernant le site ITER de Cadarache et proposer un ou plusieurs outils de gouvernance permettant d'assurer la cohérence avec les enjeux de développement durable	Annnonce							02/12/08 - Installation de la mission d'expertise sur la gouvernance territoriale d'ITER
92	Mettre à la disposition des acteurs du Génie civil, un ensemble de documents modernes et cohérents, destinés à accompagner, sans chevauchement, un système normatif national transposant le système normatif européen pour permettre à chaque donneur d'ordre, dans une perspective de coût global et de développement durable, de faire les choix techniques les plus adaptés, en fonction des types d'ouvrages à réaliser	Annnonce							14/04/08 - Lancement d'une enquête en ligne auprès des professionnels sur le « référentiel Génie Civil 2010 ». 12/08 - Remise des derniers rapports en date
93	Mettre en œuvre un plan d'investissement global dans les réseaux, à domicile, dans les espaces publics et sur la voie publique impliquant les distributeurs d'électricité, les collectivités, les gestionnaires d'espace public en prévision des véhicules décarbonnés	Annnonce							17/02/09 - Lancement de la stratégie nationale de déploiement des infrastructures de recharge pour les véhicules électriques et hybrides et bilan des premières expérimentations
TOTAL		19	1	48	8	9	1	1	

Notation

Mise en œuvre des réformes - au 15 Avril 2010, 22,99% des mesures sont mises en oeuvre	4,59 /20
Efficacité de l'action - au 15 Avril 2010, 21,84% des mesures sont pleinement réalisées	4,37 /20
Cohérence de l'action - au 15 avril 2010, 86,21% des mesures lancées sont conformes aux annonces	17,24 /20
Note globale	7 /20